



## DECLARATION INTERSYNDICALE

Votre venue, en pleine vacances scolaires, permettant ainsi une concertation la plus large possible, se tient dans le contexte le plus difficile, anxiogène, conflictuel et violent de l'histoire de la DGFIP.

Rappelons tout d'abord les résultats de l'observatoire interne 2018 :

76 % des agents ayant participé pensent que la DGFIP évolue dans le mauvais sens.

69 % estiment que le rythme des réformes est trop rapide.

68 % sont insatisfaits de la reconnaissance de leur travail.

59 % estiment travailler dans l'urgence.

58 % sont insatisfaits de la rémunération.

54 % sont insatisfaits de leur charge de travail et la trouvent trop importante.

Et ça ne risque pas de s'arranger avec votre projet mortifère de géographie revisitée !!!

Là où Attila passait, l'herbe ne repoussait pas. Là où vous passez, la DGFIP ne survivra pas.

Le vendredi 07 juin, la directrice de la DRFIP 76 a fait auprès des chefs de service la promotion « du nouveau réseau » de la DGFIP qui est en réalité, un véritable dynamitage des structures.

Cela constitue le démantèlement de notre DRFIP à travers l'abandon de missions et suppressions massives d'emplois !

La signalétique trompeuse de cette carte acte la liquidation des Trésoreries et des structures fiscales, ramenant le réseau à de rares implantations de type « back office », simples bureaux dépourvus d'accueil aux usagers.

Sous couvert de modernisation, La Directrice des Finances Publiques de Seine-maritime, avec l'aval de la Direction Générale, délocalise la trésorerie de Seine Maritime Amendes à Elbeuf, le Pôle de Recouvrement Spécialisé à Grand Couronne, les Services de Publicité Foncière de Rouen à Grand Quevilly.

Que devient l'interlocuteur fiscal unique ??? La politique écologique de déplacements avec des trajets domicile-travail plus longs et plus nombreux ?

Vous insistez sur une phase de CONCERTATION avec les élus locaux (en coordination

étroite avec le préfet), les chefs de service, les agents et les organisations syndicales durant 4 mois pour que ce projet aboutisse.

Comment peut-on croire que les représentants du personnel seront écoutés alors que la Direction Générale souhaite faire disparaître les CHS-CT et les CAP locales !!!

C'est un jeu de DUPES, une parodie de concertation lorsque l'on sait que la période estivale réduira considérablement cette dernière !!! Il s'agit purement et simplement d'avancer à pas de charge... Votre guide de la concertation en dit long sur ce qu'on devrait plutôt appeler guide de la négociation et sur votre volonté réelle de discussion.

Une boîte dédiée à l'expression des agents sur ce nouveau réseau a été mise en place donnant soi-disant toute la place au débat...

Nous doutons du fait que toutes les BONNES propositions soient reprises par la Direction afin de sauver le maillage territorial de nos services publics financiers.

La feuille de route du Ministre est claire sur le sujet.

Il a abattu ses cartes concernant la réorganisation territoriale des implantations à la Direction Générale des Finances Publiques.

Tel un magicien, il réussit à présenter par département une cartographie à base de sigles colorés faisant croire que demain, cette direction aurait plus de points d'accueil ouverts au public qu'actuellement.

D'implantations de trésoreries ouvertes au public tout au long de l'année, le projet ministériel les remplace par des accueils temporaires dans des maisons de service au public ou dans des bâtiments publics tels que les mairies.

Belle conception du service public au XXIème siècle !!!!

Dans le même temps, le ministre réduit le réseau des services des impôts des particuliers (SIP) et des entreprises (SIE). La publication de ce projet soulève une incompréhension et de la colère parmi les agents de la DGFIP. Outre l'abandon de la conception d'un service public républicain accessible pour tous, tout au long de l'année, ce projet se double de suppressions d'emplois, non chiffrées à ce jour, mais dont on peut les évaluer entre 10 et 15% des effectifs actuels d'ici 2022.

Ainsi, moins de quinze ans après la création de la DGFIP, les effectifs reviendraient au niveau de la seule Direction Générale des Impôts d'alors. C'est un plan social d'une violence inouïe !! Et la présentation qui en est faite est une arnaque pour nos citoyens, pour nos élus et pour nous!

L'intersyndicale 76 alerte les personnels depuis des mois sur la violence prévisible des réformes, qui préparent le démantèlement généralisé de nos services et la mobilité forcée pour les agents !

Nos concitoyens sont en droit d'attendre autre chose que des permanences aléatoires, des

services en ligne, ou des fisc-trucks écumant les territoires, faisant d'eux des administrés de seconde zone.

C'est aussi une véritable provocation, doublée d'un profond mépris à l'égard des personnels !

Nos collègues n'ont eu de cesse ces dernières années de s'adapter aux innombrables réformes et suppressions d'emplois. Voilà comment nous sommes remerciés pour notre exemplarité !!!

## PROJET DE CARTE DE LA SEINE MARITIME POUR 2022, NOUS EN EXIGEONS LE RETRAIT !



Voici la carte du réseau que vous voulez faire :

